

Le 5 février, nos trois pays ont annoncé qu'ils négocieraient un accord de libre-échange nord-américain. Cette annonce historique a enclenché un processus qui avantagera et enrichira nos trois pays et fera de nous l'envie du monde. Malheureusement, c'est un processus qui ne nous rendra pas plus populaires aux yeux de nos électeurs. Lord Macaulay, ce grand historien et littérateur britannique, n'aurait pu mieux dire lorsqu'il a écrit :

Le libre-échange, l'un des plus grands bienfaits qu'un gouvernement puisse conférer à un peuple, est presque universellement impopulaire.

Je sais de quoi Macaulay parlait.

En 1987, le Gouvernement du Canada a négocié un Accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis. Sans être parfait, c'est un bon accord qui avantage chacun de nos deux pays. L'accord n'est pas aussi populaire qu'il devrait l'être. Mais sa popularité augmentera lorsque les Canadiens en comprendront mieux les avantages. Pour le moment, il est le paratonnerre de tous les maux.

À en croire nos critiques, chaque personne qui a perdu un emploi au cours des trois dernières années l'a perdu à cause de l'ALE; chaque usine qui a fermé ses portes au cours des trois dernières années a dû le faire à cause de l'ALE; chaque moineau qui est tombé au cours des trois dernières années a été délogé de son perchoir par le même accord.

Vous vous demanderez peut-être pourquoi nous avons décidé de consolider les acquis de l'ALE et de nous associer aux États-Unis et au Mexique pour négocier un Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Pourquoi le Gouvernement du Canada devrait-il vouloir compliquer une situation déjà difficile en négociant un élargissement du libre-échange? Un gouvernement canadien ébranlé par la critique générée par l'ALE peut-il conclure et faire accepter un ALENA?

Ce sont là de bonnes questions auxquelles on peut heureusement donner des réponses encore meilleures.

La meilleure réponse est fort simple : un accord de libre-échange nord-américain est logique parce qu'il favorise l'intérêt public. Il constitue une bonne politique économique, une bonne politique commerciale et une bonne politique étrangère. Il représente une bonne politique pour les gouvernements du Canada, des États-Unis et du Mexique.

Nous ne pouvons supposer que cet accord, tout sensé qu'il soit, sera bien accueilli par tout le monde. Ensemble, gouvernements et gens d'affaires, nous devons pouvoir réparer les dommages causés par les luddites de l'ère moderne, par ceux qui veulent arrêter le changement et se dissocier du reste du monde.